

Financement à la mission des organismes environnementaux : une lutte.

Peut-être avez-vous reçu, comme nous, un courriel annonçant une campagne intitulée « maudite machine ». Cette campagne, un peu surprenante, est portée par le jour de la terre et vise à recruter des membres pour l'organisation afin qu'elle puisse cadrer dans un programme de financement à la mission. Par « maudite machine », on se veut recruter 1000 membres dont les adhésions sont pré-payées par le directeur de l'organisme, et ce, afin de cadrer dans les paramètres du programme de financement à la mission des organismes environnementaux. Le secteur de l'environnement est l'un des parents pauvres de l'action communautaire en termes de financement. Ces organismes se sont vus retirer, il y a quelques années, le programme de financement à la mission qui leur était destiné. Avec le retrait du programme, quelques groupes nationaux se sont vus rapatriés au Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA). Pour les autres, le financement à la mission a tout simplement été aboli, ne laissant que du financement par projet. Cette précarité financière vécue par ce secteur d'activité a d'ailleurs contribué à éliminer un certain nombre d'organismes. Pour preuve, des douze groupes nationaux qui existaient, il n'en reste que sept.

Manifestation contre la disparition des travailleurs communautaires au CSSS de la Montagne

Un exercice de réorganisation interne du Centre de santé et services sociaux (CSSS) de la Montagne vise à abolir dix postes d'organismes communautaires pour les remplacer par cinq agents de planification. La grogne a rapidement gagné les organismes communautaires des quartiers centre-ville, Parc-Extension et Côte-des-Neiges, qui ont dénoncé hier ce qu'ils qualifient de « recul » pour le monde communautaire. Ils étaient plus de 250 à réclamer une assemblée spéciale devant les bureaux du CSSS. Ils espèrent encore convaincre le conseil d'administration de revenir sur sa décision. Ils peuvent déjà compter sur l'appui de l'École de travail social de l'Université du Québec à Montréal.

Pétition pour un système de santé public, accessible et de qualité

Une coalition d'organismes invite à signer une déclara-

tion en faveur d'un système de santé public, accessible et de qualité. Signez au www.santesansprofit.org

Rapport Castonguay : en février, au plus tôt...

Faute d'avoir réussi à s'entendre dans les délais prévus, les membres du groupe de travail Castonguay ont dû demander un délai supplémentaire, afin d'espérer en arriver à une position commune sur le financement de la santé et la place du secteur privé. Ceux qui espèrent connaître la position du groupe devront attendre au moins jusqu'en février.

Manifestation contre le système de santé privé

Environ 400 membres de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS) de la CSN se sont réunies devant les bureaux de Mario Dumont pour dénoncer les intentions de l'opposition officielle en matière de santé, favorisant le développement d'un système de santé privé.



Offre de services en dépendance 2007-2012.

Le ministre de la Santé et des Services Sociaux, Philippe Couillard, a présenté l'offre de service en dépendances 2007-2012. L'offre de service déploie et consolide, pour l'ensemble du Québec, une gamme de services en toxicomanie et en jeu pathologique offerts par le réseau de la santé et des services sociaux et leurs divers partenaires. L'Offre de

service en dépendance vise à renforcer la détection et l'intervention précoce, tout en améliorant l'accès aux services spécialisés de réadaptation et de réinsertion. Il s'agit, selon le ministre, d'une offre de service interdisciplinaire, globale, sans rupture et centrée sur les personnes ou les groupes les plus vulnérables, tels que les jeunes, les femmes enceintes et les mères avec de jeunes enfants. Elle tient aussi compte des problèmes fréquemment associés aux dépendances, par exemple, en délinquance, en santé mentale et en itinérance. Dans l'Offre de service, on prévoit la mise en place d'une formation pour les intervenants de première ligne, le renforcement des projets expérimentaux qui offrent une prise en charge en dehors des unités d'urgence ainsi que l'encadrement et la certification des organismes privés et communautaire offrant du soutien et de

l'hébergement aux personnes toxicomanes. Mentionnons que l'offre de service découle notamment du Plan d'action gouvernemental sur le jeu pathologique et du Plan d'action interministériel en toxicomanie. Ces documents, ainsi que l'Offre de service en dépendances 2007-2012, peuvent être consultés à l'adresse suivante : www.msss.gouv.qc.ca/publications

Pauvreté: même taux qu'il y a 18 ans

Dix-huit ans après la résolution adoptée à l'unanimité par la Chambre des Communes d'éradiquer la pauvreté des enfants au Canada, le taux de pauvreté infantile est exactement le même. Le rapport 2007 sur la pauvreté des enfants et des familles au Canada, intitulé « il faut une nation pour éduquer une génération », révèle qu'en dépit d'une économie croissante, de l'appréciation du dollar canadien et d'un faible taux de chômage, les données de Statistique Canada estiment que le taux de pauvreté infantile (revenu après impôt) est à 11,7 p. cent, soit exactement ce qu'il était lorsque tous les partis fédéraux ont convenu que des mesures urgentes s'imposaient.

Campagne Bâtir un Québec sans pauvreté

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté a lancé, hier, sa campagne « Mission collective : Bâtir un Québec sans pauvreté ». Cette campagne propose une pétition destinée à l'Assemblée Nationale et qui met de l'avant trois demandes. Ces demandes sont de donner l'accès à des services publics universels de qualité, le relèvement du salaire minimum de façon à permettre aux travailleurs et aux travailleuses de sortir de la pauvreté, ainsi que la hausse des prestations publiques pour assurer des conditions de santé et de dignité à toute personne qui n'a pas un revenu suffisant. Mentionnons que les demandes portées par le Collectif sont appuyées sur une consultation populaire où l'organisation avait recueilli l'avis de plus de 4000 personnes à travers le Québec.

AFEAS : Campagne contre la violence faite aux femmes

L'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) a lancé sa 11e campagne annuelle de sensibilisation contre la violence, l'opération tendre la main. Cette campagne de sensibilisation se tient du 25 novembre au 9 décembre. Pour se remémorer toutes les violences faites aux femmes, l'AFEAS invite à porter un ruban blanc. Pour en savoir plus sur la campagne ou encore pour appuyer la pétition demandant l'instauration d'une « Semaine de promotion pour la non-violence et la paix », visitez le site de l'Afeas à l'adresse : www.afeas.qc.ca

Demande d'un politique de lutte contre la

violence faite aux aînés.

Quatre organismes qui œuvrent auprès des aînés demandent au gouvernement du Québec de préparer et de mettre en œuvre le plus rapidement possible une politique gouvernementale contre les abus et la maltraitance envers les personnes âgées. Ces organismes sont l'association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (aqdr), l'Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic (aqrp), l'ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec (optsq) et le réseau québécois pour contrer les abus envers les aînés (rqcaa).

Manifestation de locataires pour améliorer la Régie du logement

Des centaines de locataires provenant des différentes régions ont répondu à l'appel du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) pour manifester devant le bureau de la ministre responsable de l'Habitation, Nathalie Normandeau, à Québec. Cette mobilisation visait à interpeller la ministre afin qu'elle trouve des solutions pour mettre un terme à l'inefficacité de la Régie du logement.

Réforme du mode de scrutin : 20 000 personnes et organismes demandent aux partis politiques d'agir

La pétition Pour un nouveau mode de scrutin a été déposée le 14 novembre dernier à l'Assemblée nationale du Québec. Ce sont les députés Daniel Turp du Parti québécois et Sébastien Proulx de l'Action démocratique du Québec qui ont procédé à ce dépôt au nom des organismes instigateurs de la pétition et des milliers de signataires. De façon précise, ce sont 20 315 individus, groupes ou organisations qui ont apposé leur signature au bas de la pétition. De ce nombre, 16690 l'ont fait via le site Internet créé à cet effet (<http://nouveauodedescrutin.net/>), et les 3 625 autres ont signé la version papier.

Manifestation étudiante à Québec

Plus de 2500 étudiants ont participé à une grande manifestation organisée par la Coalition des forces étudiantes nationale (CFEN), le 22 novembre au centre-ville de Montréal. Les manifestants ont marché pour dénoncer la hausse des frais de scolarité décrétée en juin dernier par le gouvernement libéral de Jean Charest. Les étudiants ont réaffirmé l'importance de dénoncer les mesures gouvernementales actuelles et l'urgence de proposer un nouveau projet pour l'avenir de l'Éducation postsecondaire au Québec. La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) appuie les étudiantes et les étudiants qui manifestent pour demander des solutions au sous-financement de l'éducation postsecondaire, le

gel des frais de scolarité et la bonification de l'aide financière aux études supérieures. Elle appuie également la revendication de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) sur la nécessité d'une commission parlementaire itinérante sur l'avenir de l'éducation.

Le Conseil québécois des gais et lesbiennes félicite Montréal.

Le Conseil québécois des gais et lesbiennes (CQGL) félicite les personnes élues de la Ville de Montréal qui ont adopté, le 26 novembre 2007, la Déclaration de Montréal sur les droits des personnes gaies, lesbiennes, bisexuelles et transsexuelles proclamée lors de la clôture de la Conférence internationale des droits des LGBT qui avait lieu à Montréal en août 2006.

Une motion pour abriter des déserteurs américains.

Vous savez probablement que le 15 novembre dernier, la Cour suprême du Canada a refusé d'entendre la cause des deux premiers soldats étasuniens à avoir demandé l'asile politique pour leur refus de participer aux guerres en Irak et en Afghanistan. Ils pourraient être renvoyés aux États-Unis où ils risquent de sévères peines de prison, pouvant théoriquement aller jusqu'à la condamnation à mort pour désertion en temps de guerre. Le Comité permanent sur l'immigration de la Chambre des communes a décidé de tenir des audiences le 6 décembre pour entendre des témoignages d'experts à propos de la motion déposée par Olivia Chow, députée NPD et critique en matière d'immigration. La

motion propose la mise en place d'un programme canadien pour permettre à des soldats et à leur famille immédiate, en particulier ceux des États-Unis, ayant refusé de participer ou ayant quitté le service militaire à cause de la guerre en Irak, de demeurer et de travailler au Canada et d'être éligible au statut de résident permanent; et que le gouvernement devrait immédiatement mettre fin à toute mesure de déportation entreprise contre ces personnes. On s'attend à ce que la Chambre des communes vote sur cette motion le 11 décembre. D'après nos informations, le Bloc Québécois et certains députés libéraux ont annoncé qu'ils appuieraient la motion. Il n'est donc pas trop tard pour agir. Bien au contraire, il est important d'exercer le plus de pression possible en faisant connaître votre point de vue très largement **avant le 6 décembre prochain**, en écrivant au journaux, en participant aux émissions de lignes ouvertes à la radio, mais aussi en écrivant à votre député, ainsi qu'au critique Libéral en matière d'immigration, Maurizio Bevilacqua, et au chef Libéral, Stéphane Dion. Vous trouverez un modèle de lettre ci-joint. Pour plus d'informations sur le sujet, consultez www.resisters.ca

10 décembre avec Amnistie Internationale

À l'occasion de la journée internationale des droits de la personne, journée commémorative de l'adoption de la déclaration universelle des droits de l'homme, soulignée le 10 décembre, des milliers de personnes écriront des lettres et des cartes de vœux en faveur de victimes de violations des droits fondamentaux. Pour connaître les personnes à qui vous pouvez écrire votre solidarité, visitez le lien : <http://www.amnistie.ca>

Sources : SRC Est du Québec 27-11-2007; SRC, LCN, RDI, Cybersolidaire, 28-11-2007; Presse toi à gauche; Le Devoir, 26 et 27-11-2007; Tour d'y voir 21, 27 et 29-11-2007; Réseau Vigilance; Coalition solidarité santé

Journées spéciales de la semaine...

3 décembre

Journée internationale des personnes handicapées ... promulguée par l'Assemblée canadienne
Pour les Nations unies.

5 décembre

Journée internationale des bénévoles ... une journée pour reconnaître la richesse des tous les
Bénévoles.

6 décembre

Journée de commémoration de la tragédie de la Polytechniques.
La grande guignolée des médias... à voir et à entendre sur les diverses chaînes radio et télé